



Mars 2014

Pour des services publics présents sur tout le territoire
Pour un dégel des rémunérations
Pour une amélioration des conditions de vie au travail
Pour des créations d'emplois nécessaires
à l'accomplissement des missions de service public.

TOUTES et TOUS en grève le 18 mars

C'est la faute aux fonctionnaires !

Depuis plus de trente ans, tous les gouvernements successifs d'Europe, programment les citoyens à haïr les fonctionnaires !

Pourquoi ? C'est la solution de facilité ...

En France, s'il y a des problèmes économiques : «c'est parce qu'il y a trop de fonctionnaires, qu'ils gagnent trop, qu'ils ont trop de primes et que leurs arrêts de maladie, trop fréquents, coûtent cher à la sécurité sociale.»

S'il y a trop de chômeurs «c'est parce que les fonctionnaires ont un emploi à vie et que cela bloque le marché de l'emploi.»

C'est du «prêt à penser», largement répandu, donné en pâture aux citoyens, désignant ainsi des boucs émissaires à la crise.

Le système en place ne veut qu'une seule chose : moins de secteur public.

Et pourquoi ? «parce que toutes les activités que remplissent les fonctionnaires et le secteur public représentent un marché extraordinaire, que voudraient bien s'approprier certaines grosses entreprises privées !».

Et ce pauvre système libéral voit ses marchés potentiels se réduire alors qu'il faut de la «croissance».

Et la doxa libérale de Bruxelles encourage cela et décide que tout ce qui est public doit être privatisé !

Donc, nous, les citoyens, devons comprendre ce que cela veut dire :

lorsque tout sera privatisé, nous serons privés de TOUT.

Face aux attaques du gouvernement qui sous le sceau de l'austérité fait payer aux agents de la fonction publique une crise qui n'est pas la leur.

Sous couvert du pacte de responsabilité, le Président de la République offre au patronat plus de 30 milliards d'exonérations de cotisations sur la branche famille.

Dans le même temps, il réclame 50 milliards d'euros d'économies dans les dépenses publiques d'ici 2017 !

Les propos du Premier ministre, dans son courrier adressé aux organisations syndicales le 14 février, corroborent l'orientation politique du gouvernement qui s'inscrit résolument dans une dynamique de régression sociale.

L'acte trois de la décentralisation confirme, par la création des métropoles et la volonté de déconcentration des services de l'Etat au bénéfice des régions, le risque de rupture avec la nécessaire unicité territoriale des services publics.

Les conséquences pour les usagers et pour les agents seront importantes. Le discours de la Ministre de la fonction publique qui insiste sur ce point ne peut hélas nous rassurer.

Le 18 mars, Solidaires Fonction Publique appelle tous les agents à se mobiliser et à participer à la grève et aux manifestations dans le cadre de l'appel interprofessionnel à l'initiative de SOLIDAIRES, FO, CGT et FSU.

Cette journée s'inscrit dans un processus large, puisque certains secteurs sont d'ores et déjà engagés dans des actions de grève le 20 mars (DGFIP, Douanes et CCRF).

Solidaires Fonction Publique considère que cette journée est une étape nécessaire dans le combat contre cette politique de régression sociale.

D'ores et déjà, le 21 mars, l'intersyndicale fonction publique se réunira pour envisager les suites qui pourraient se traduire par une mobilisation encore plus forte, au mois de mai, pour peser sur le début des négociations sur le dossier parcours professionnel, carrières et rémunérations.

Plus que jamais la grève est nécessaire
Plus que jamais, nous serons toutes et tous
en grève le 18 mars



Les fonctionnaires ne sont pas les responsables de la dette !

Faut-il encore diminuer sauvagement le nombre de fonctionnaires ? Il est si spontanément dit que la France s'épuise sous une masse de fonctionnaires inutiles, improductifs et généralement incompetents, qu'une seule mesure s'impose : celle de la diminution drastique de leur nombre.

L'expérience montre d'ailleurs que c'est généralement chez les autres qu'il y a trop de fonctionnaires, et qu'il n'y en a jamais assez chez soi.

Essayez de supprimer un hôpital, une maternité, une perception du Trésor Public dans une circonscription d'un député bien connu pour ses déclarations tonitruantes contre le coût des fonctionnaires, et vous verrez que, dès qu'il s'agit de son clocher ou son jardin, il s'accommode très bien de cette « population » prétendument fainéante et nuisible qu'il aime à décrire ainsi au Palais Bourbon.

Mais trêve d'ironie, pour l'intérêt général, faut-il ou non accroître la saignée dont les services publics sont victimes ?

Une réalité budgétaire mal cernée

Rappelons d'abord les vraies proportions des salaires des fonctionnaires dans le budget de l'État : 80 milliards d'euros hors pensions, soit moins de 25 % des dépenses, un petit 120 milliards d'euros avec les pensions, ce qui ne fait pas le tiers de l'ensemble.

En réalité, la dette de la France, contrairement à ce que l'on croit, n'augmente pas à cause de la masse salariale des fonctionnaires. Elle augmente pour de toutes autres raisons, à commencer par l'existence de la dette elle-même. **Ce qui endette la France, c'est la part de plus en plus grande occupée par le service de la dette.**

Rappelons que, depuis 2007, les déficits cumulés se sont creusés de plus de 250 milliards d'euros, quand la masse salariale restait stable ou diminuait comme c'est le cas cette année. L'explosion de la dette de la France durant ces dernières années n'a donc rien à voir avec le nombre de fonctionnaires. Et quand bien même le gouvernement supprimerait tous les fonctionnaires, il économiserait simplement de quoi péniblement équilibrer le budget de l'État, puisque le déficit prévu est supérieur à la masse salariale.

En vérité, le discours sur le « trop de fonctionnaires qui coûtent trop cher » est une aberration sociale. Comment imaginer si les fonctionnaires sont vraiment improductifs et fainéants, qu'ils puissent retrouver une motivation en étant fustigés sans discernement à longueur de journée ? Quelle entreprise pourrait raisonnablement retrouver le chemin de la croissance en infligeant pareil traitement à ses salariés ?

Un management (im)pitoyable

Aucun chef d'entreprise responsable n'imagine limiter sa stratégie d'avenir à une simple réduction de moyens, fondée sur l'emporte-pièce et l'invective vis-à-vis de ses salariés, et sans aucune ambition autre que celle-là.

C'est pourtant de cette façon que de dangereux idéologues qui ne connaissent des entreprises que leurs salons de réception, affirment pouvoir transformer le service public.

Curieusement, ceux-là aiment souvent accabler les exécutants des administrations, sans jamais s'attaquer au vrai problème : celui de l'encadrement et de la politisation outrancière du service public.

Depuis une quinzaine d'années, l'exercice des responsabilités dans la haute administration est de plus en plus soumis à des critères politiques, sans considération des capacités personnelles, en particulier managériales. Nous sommes entrés dans le règne du « beni-oui-oui » qui a vite compris que sa réussite ne dépendait pas de son efficacité à servir le public, mais de son efficacité à servir les élus.

Avec la décentralisation, par exemple, l'intérêt des postes en administration préfectorale s'est réduit, de telle sorte que sous l'impulsion de préfets, le corps préfectoral est parti à l'assaut des emplois politiques.

Alors, oui ou non, continuons-nous d'accepter une telle situation ?

**N'est-il pas temps de construire une mobilisation qui remette les pendules à l'heure et la fonction publique à sa vraie place ?
C'est-à-dire au cœur de la cohésion sociale.**

**Oui, la fonction publique est une richesse pour notre pays.
Il nous appartient de le crier haut et fort !**

**Rendez-vous donc le mardi 18 mars,
en grève et en manifestation partout en France**